



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale de
l'alimentation**

Service des actions sanitaires (SAS)
Sous-direction de la sécurité sanitaire des aliments
Bureau des établissements de transformation et de distribution

Fourniture et livraison de thermomètres neufs et des matériels liés, vérification primitive incluse, destinés à mesurer la température des denrées alimentaires

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Numéro de consultation : DGAL-2025-038
Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1. Objet du marché	2
Article 2. Caractéristiques des thermomètres et matériels liés.....	2
Article 2.1 Conformité à l'arrêté du 23 octobre 2009	2
Article 2.2 Conformité à l'arrêté du 25 février 2002 (vérification primitive)	3
Article 2.3 Matériels liés	3
Article 2.4 Spécifications techniques.....	4
Article 3. Volumétrie prévisionnelle	4
Article 4. Lieux de livraison des appareils.....	4
Article 5. Délai de livraison des appareils	4
Article 6. Durée et portée de la garantie contractuelle	5
Article 7. Suivi des livraisons	5
Article 8. Clause éco-responsabilité et développement durable	5

Article 1. Objet du marché

Le présent marché public a pour objet la fourniture, la vérification primitive et la livraison de thermomètres neufs et de leurs matériels liés, aux services déconcentrés bénéficiaires du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire qui sont chargés de veiller à la sécurité et à la qualité sanitaires de l'alimentation. Ces appareils sont destinés à mesurer la température à cœur des denrées périssables dans le cadre des contrôles officiels.

Article 2. Caractéristiques des thermomètres et matériels liés

Article 2.1 Conformité à l'arrêté du 23 octobre 2009

Les thermomètres visés au présent marché sont des instruments de mesure soumis aux exigences de construction figurant en annexe de l'arrêté du 23 octobre 2009 relatif à la construction et au contrôle des thermomètres destinés à mesurer la température des denrées périssables.

Le modèle de thermomètre proposé par le titulaire doit avoir fait l'objet d'un **examen de type** par un organisme désigné par le ministère chargé de l'industrie. L'examen de type consiste à effectuer des essais et des examens sur l'appareil permettant de conclure à la conformité du type aux exigences fixées dans les arrêtés réglementant la catégorie.

Cet examen comprend :

- un examen de conformité d'une part, au dossier déposé par le demandeur auprès de l'organisme désigné pour la vérification primitive et d'autre part, aux dispositions figurant au titre « II- Construction » de l'arrêté susvisé ;
- la réalisation d'essais de fonctionnement et métrologiques.

Le candidat doit joindre dans son offre une copie du certificat valide attestant de la conformité de cet examen de type pour le modèle proposé.

Les **appareils** sont composés individuellement :

- d'un indicateur (thermomètre proprement dit) ;
- d'un boîtier assurant une protection efficace contre les chocs et les vibrations, notamment pendant le transport ;
- d'une plaque d'identification inamovible fixée sur le boîtier et portant les mentions définies à l'article 5 de l'arrêté du 23 octobre 2009 ;
- de dispositifs de scellements (étiquettes auto-destructibles par arrachement) dont l'intégrité doit être assurée en utilisation normale ;
- d'une sonde de mesure reliée à l'indicateur du thermomètre par un cordon d'au moins 1,5 m de longueur et dotée d'une partie thermosensible garantissant un bon contact thermique avec le produit ;
- d'un ferrite placé sur ce cordon pour protéger le thermomètre des effets indésirables de la condensation et des influences électriques externes ;
- de systèmes d'ajustage inaccessibles à l'utilisateur.

Chaque appareil livré est accompagné d'un **carnet métrologique** comportant les renseignements suivants :

- détenteur du thermomètre ;
- marque, modèle et numéro d'examen de type ;
- numéro de série unique du thermomètre ;
- si les sondes peuvent être déconnectées, leurs numéros d'identification ;
- opérateur et date de la vérification primitive ;
- numéro et date du certificat d'étalonnage.

Article 2.2 Conformité à l'arrêté du 25 février 2002 (vérification primitive)

La vérification primitive est l'opération de contrôle individuel effectuée par un organisme désigné par le ministère chargé de l'industrie conformément à l'arrêté du 25 février 2002 relatif à la vérification primitive de certaines catégories d'instruments de mesure. Elle atteste que chaque thermomètre livré respecte les exigences décrites dans le certificat d'examen de type et comprend, pour cela, un examen administratif et des essais métrologiques.

La vérification primitive conduit à l'apposition, sur chaque thermomètre testé, de marques spécifiques à proximité de la plaque d'identification de l'instrument.

L'offre technique doit comprendre tout document attestant de la réalisation, par un organisme habilité, de la vérification primitive des thermomètres destinés à mesurer la température des denrées périssables, conformément à l'article 36 du décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure

L'organisme chargé d'effectuer la vérification primitive doit produire une copie d'une accréditation, en cours de validité, délivrée par le COFRAC (Comité français d'accréditation) ou par un autre organisme accréditeur, prononcée sur la base d'un règlement d'accréditation approuvée.

Article 2.3 Matériels liés

En complément des appareils décrits précédemment, le marché porte sur la fourniture simultanée des matériels liés suivants :

1. un étui ou un coffret assurant une protection contre la poussière, les chocs et la dégradation involontaire de l'appareil (boîtier + câble + sonde), de ses marquages et de ses scellements ;
2. un dispositif de protection à l'extrémité de la sonde évitant que celle-ci ne blesse son utilisateur.

Article 2.4 Spécifications techniques

Les produits sont équipés en batteries rechargeables plutôt qu'en piles / accumulateurs lorsque c'est possible.

Article 3. Volumétrie prévisionnelle

Le besoin annuel estimé de l'acheteur est le suivant :

- 75 appareils à livrer sur le territoire métropolitain ;
- 5 appareils à livrer dans les DROM.

Cette estimation n'est pas contractuelle et ne préjuge en aucun cas du volume de commandes en cours d'exécution, à la hausse comme à la baisse.

Article 4. Lieux de livraison des appareils

Les appareils sont livrés aux structures suivantes :

- les directions départementales (de l'emploi, du travail, des solidarités et) de la protection des populations [DD(ETS)PP] en France métropolitaine, Corse comprise ;
- les directions régionales en charge de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF ou DRIAAF en Ile-de-France) en France métropolitaine ;
- les postes de contrôle frontaliers (PCF) / service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire aux frontières (SIVEP) de France métropolitaine, Corse comprise et des DROM (départements et régions d'outre-mer) ;
- les directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) en Guadeloupe, en Martinique, à Mayotte et à la Réunion ;
- la direction générale des territoires et de la mer (pôle agriculture et alimentation), en Guyane ;
- la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) dans la collectivité d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

A la livraison, chaque appareil est accompagné des documents suivants :

1. le carnet métrologique mentionné à l'article 2.1 ;
2. une notice fonctionnelle permettant un usage approprié de celui-ci ;
3. un document rappelant les conditions générales de vente (CGV).

Article 5. Délai de livraison des appareils

La livraison doit être effectuée dans un **délai maximum de soixante (60) jours calendaires** à compter du jour où le titulaire du marché accuse réception du bon de commande, sauf en situation de force majeure, mais le délai de livraison est celui sur lequel le titulaire s'engage dans son offre.

Article 6. Durée et portée de la garantie contractuelle

Les principaux éléments constitutifs de l'appareil (indicateur, boîtier, sonde et cordon) décrits à l'article 2.1 bénéficient d'une garantie minimale de la part du titulaire dans les conditions prévues au CCAG de référence (1 an de garantie).

En tout état de cause, la garantie proposée par le titulaire doit être égale à celle du constructeur.

Pendant cette durée, le titulaire s'engage, à ses frais, à remettre en conformité les appareils tombés en panne, à leur faire passer, si nécessaire, une nouvelle vérification primitive et à les renvoyer au service ou à la direction régionale ou départementale d'origine.

En cas de panne d'un appareil de mesure, au-delà de la période de garantie du constructeur, le titulaire doit le remettre en état de fonctionnement dans **un délai de 60 jours calendaires** au plus tard à compter de son envoi au titulaire, vérification primitive et livraison incluses.

Les appareils qui dysfonctionnent sont transmis au titulaire du marché avec le matériel lié.

L'Administration privilégie donc la réparation de l'appareil mais si, après expertise, elle n'est pas possible il sera procédé à son remplacement par l'achat d'un matériel neuf (vérification primitive incluse).

Article 7. Suivi des livraisons

Le titulaire envoie tous les 6 mois soit 2 fois par an (1^{er} envoi, 6 mois après la notification du marché) au pouvoir adjudicateur un tableau récapitulatif relatif aux commandes de thermomètres neufs avec mention des structures bénéficiaires, départements et des lieux de livraison des thermomètres, dates de commande et de livraison.

Article 8. Clause éco-responsabilité et développement durable

Le présent marché comprend :

- une clause environnementale comme condition d'exécution qui est détaillée à l'article 10.5 du CCAP ;
- une clause environnementale comme critère d'attribution qui est détaillée à l'article 6.3 du règlement de la consultation ainsi qu'au point IV du cadre de réponse technique (CRT).

Références réglementaires :

- Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000579193>
- Arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000776201>
- Arrêté du 25 février 2002 relatif à la vérification primitive de certaines catégories d'instruments de mesure :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000403568>

- Arrêté du 23 octobre 2009 relatif à la construction et au contrôle des thermomètres destinés à mesurer la température des denrées périssables :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000021232333>